

# Déclaration Liminaire CAPSO 1 Bordeaux du 30-06-2026



Monsieur le Président, mesdames et messieurs les représentants d'établissements,  
Vous vous souvenez de la déclaration liminaire le 17 juin 2025 pour la dernière CAPSO : Une déclaration liminaire de la CGT qui ressemblait au film « Un jour sans fin » ou l'acteur revit la même journée indéfiniment. Et bien nous vivons actuellement « le jour sans fin 2 » et toujours et encore cette politique salariale inexistante pour les personnels à statut ouvrier.

Le budget du ministère s'établit à 57,1 Milliards pour 2026, avec une hausse de 6,7 Milliards par rapport à 2025. Et sans surprise, pas un centime de ses milliards de budgets supplémentaires pour le ministère des armées ne bénéficiera aux ouvriers de l'état.

Si habituellement, les taux d'avancement étaient à peu près respectés, ce n'est plus systématiquement le cas. Même la simple règle de trois permettant de calculer les postes à ouvrir n'est plus appliquée. La non attribution de poste malgré des droits issus des taux est un affront fait aux ouvriers de nos établissements.

Pour exemple : 30 conditionnants, taux HCB 10%, seulement 2 droits acquis.

Pour la CGT, nous réaffirmons qu'il faut une réponse aux besoins en nombre de postes qui deviendrait une vraie logique d'avancement. D'autant plus que la règle arithmétique n'est même plus considérée.

Le maintien du gel des bordereaux continue d'affaiblir le pouvoir d'achat des ouvriers, et contraint ces derniers à voir comme seul horizon leur avancement pour continuer à vivre décemment. Cette seule « issue » est réduite par un nombre de postes ouvert à l'avancement trop faibles qui ne permettent pas de faire évoluer l'intégralité des agents. Une des conséquences est que tous les reliquataires ne peuvent pas être nommés l'année suivante.

Ne peut-on pas imaginer que ce manque criant de postes ouvert à l'avancement soit une économie substantielle fait sur la carrière des agents pour alimenter le marché des armes ?

Le contexte géopolitique actuel exerce inexorablement une pression accrue sur les politiques de notre défense nationale qui engendre une montée en puissance du plan de charge sur tous les sites. Dans chaque service, les personnels ouvriers se plient au rythme soutenu et à l'augmentation de la charge du travail malgré un recrutement qui n'est pas à la hauteur des enjeux. Et en contrepartie aucune revalorisation salariale n'est proposé, mais plutôt une diminution d'ouverture de postes à l'avancement. C'est intolérable. Le « gagnant-gagnant » n'est que pour l'administration et l'industrie de l'armement pas pour les ouvriers d'état.

Le MINARM se targue dans ses présentations élogieuses d'appliquer une politique d'attractivité et de fidélisation, pour autant la CGT revendique pour une vraie attractivité:

- Une revalorisation des bordereaux de salaire.
- De prendre en compte les échelons d'affûtage à l'embauche.
- Un abattement de zone 0% pour le sud-ouest, puisque perdre 2.7% de salaire est une discrimination d'un autre temps qui n'a plus de raison d'exister vu l'augmentation des prix de l'immobilier.
- Une reprise d'ancienneté maintenue lors d'avancement au groupe supérieur.
- La reconduction des 22% pour le passage de Gr VI en Gr VII.

Nous rappelons que le taux horaire brut d'un groupe VI échelon 1 est de 12.01€ et depuis le 1er juin 2026, le taux horaire brut du SMIC est de 12.31€, soit en dessous du SMIC. Rappelons qu'en 2010 le salaire minimum d'embauche équivalait au SMIC brut +24%.

L'attractivité n'est pas au rendez-vous, parlons de fidélisation et pour cela la CGT revendique :

- L'abandon du taux d'avancement qui ne reflète plus les réels besoins des établissements.
- Un déroulement de carrière complet de carrière pour tous.
- La nomination de tous les avancements au 1er janvier.
- La nomination des reliquataires le 1er janvier de l'année suivante hors contingent.
- L'indexation de nos bordereaux de salaires sur le SMIC avec un rattrapage des sommes dues depuis 2010.

D'autre part, la CGT s'est opposée à la fusion des CAPSO Bordeaux 1 et Bordeaux 2. Cette politique d'éloigner les élus des agents concernés par de l'avancement est contreproductif. Cette prise de position révèle le peu d'intérêt du MINARM pour ces personnels ouvriers. Malheureusement elle s'applique également aux comités sociaux.

Enfin, la parution des taux ministériels est arrivée le 18 février, impliquant déjà un retard dans la tenue des diverses réunions. Les pré-CAPSO sont désormais programmées au second trimestre souvent avant même la connaissance définitive des postes. Quant à la CAPSO c'est le dernier jour du second trimestre qu'elle se tient. Ce qui rend impossible de respecter les délais réglementaires qui nous imposent de terminer les essais au maximum 3 mois après la CAPSO puisqu'on rentre rapidement dans la période estivale avec un plan de charge qui ne laisse pas le temps aux agents de se former et de préparer correctement leur essai professionnel.

Je vous remercie.

[fnte.cgt.fr](http://fnte.cgt.fr)



**Coordonnées du syndicat :**  
Téléphone: 01 55 82 89 00  
Mail: [trav-etat@cgt.fr](mailto:trav-etat@cgt.fr)

